

DESCRIPTIF ENSEIGNEMENT

INTITULÉ DU COURS :

Histoire économique des États industrialisés,

**XIX^e-XX^e siècles : Les services publics de l'économie, entre
État et société civile**

ENSEIGNANT(S) :

Stéphane Lembré

FONCTION(S) :

Maître de conférences en histoire contemporaine

Université d'Artois

École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE) Lille Nord de France

TYPE DE COURS :

COURS MAGISTRAL

SEMESTRE :

COURS ELECTIF

SEMESTRE 1

CONFÉRENCE DE MÉTHODE

SEMESTRE 2

SEMINAIRE

SEMESTRE 3

SEMINAIRE D'OUVERTURE

RÉSUMÉ DU COURS / OBJECTIFS :

L'affirmation des États modernes, au lendemain des secousses révolutionnaires de la fin du XVIII^e siècle, repose pour partie sur la constitution d'une machine administrative performante. Et en dépit d'un libéralisme dominant au XIX^e siècle, l'économie fait elle aussi l'objet d'un encadrement - ou du moins d'une surveillance active - par les pouvoirs publics ; c'est d'autant plus vrai au XX^e siècle, lorsque la prégnance de l'État se fait plus directement sentir.

Par ailleurs, on voit se mettre en place, autour et en dehors des services relevant directement des administrations publiques, une multitude d'institutions à vocation économique, à mi-chemin entre l'État et la société civile : chambres consultatives, chambres de commerce et même la Banque de France qui demeure jusqu'à sa nationalisation en 1945 une société privée. Si l'État conserve un « droit de regard » sur leur fonctionnement, elles n'en sont pas moins confiées à des mains privées qui les gèrent au nom de l'intérêt général, pour le bien public.

Autour de la notion de service public/service du public, ce cours d'histoire se propose donc d'interroger les modes de régulation (para-)étatiques de l'économie dans une perspective historique.

ÉVALUATION

EXAMEN ECRIT

PLAN / SÉANCES :

Introduction :

- Les services publics de l'économie, ou le « bien commun » au service de l'économie
- « Colbertisme », « Libéralisme », « Étatisme » : trois notions en discussion

1- Pour une politique de l'encouragement économique :

- Quelle politique industrielle et commerciale des pouvoirs publics ?
- Prévoir pour gouverner : les avatars de la planification

2- Le pouvoir de la monnaie :

- « Battre monnaie », un pouvoir régaliens
- Les banques centrales, entre service public et indépendance
- Le crédit au cœur de l'action économique

3- Les entreprises publiques au service de la collectivité :

- Des secteurs traditionnellement considérés comme régaliens
- L'ère des nationalisations
- Politique économique et fonds souverains

4- Savoirs et formation : quel(s) rôle(s) pour l'Etat ?

- Brevets d'invention et propriété industrielle
- Apprentissage, enseignement technique et formation professionnelle

5- Du contrôle à l'encadrement des activités économiques :

- Les corps de contrôle économique
- Libre-marché et lutte anti-trust
- L'encadrement des marchés financiers
- Pollutions et risques industriels

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE :

André GUESLIN, *L'État, l'économie et la société française, XIX^e- XX^e siècles*, Paris, Hachette, 1992.

Pierre ROSANVALLON, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1990.

Alain PLESSIS (dir.), *Naissance des libertés économiques. Le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier*, Paris, Institut d'histoire de l'industrie, 1993.

Olivier FEIERTAG, Michel MARGAIRAZ (dir.), *Gouverner une banque centrale XVIII^e- XX^e siècles*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire - Mission Historique de la Banque de France », 2010.

Maurice LEVY-LEBOYER et Jean-Claude CASANOVA (dir.), *Entre l'État et le marché. L'économie française des années 1880 à nos jours*, Paris, Gallimard, 1991.

Robert F. KUISEL, *Le capitalisme et l'État en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1983.

Robert DELORME et Christine ANDRE, *L'État et l'économie, un essai d'explication des dépenses publiques en France, 1870-1980*, Paris, Le Seuil, 1983.

Claire ANDRIEU, Lucette LE VAN LEMESLE et Antoine PROST (dir.), *Les nationalisations de la Libération. De l'utopie au compromis*, Paris, Presses de la FNSP, 1987.